

Il y a de cela une semaine, j'ai eu le privilège, en tant que représentant du Canada de rencontrer M. Nelson Mandela en Zambie. Celui-ci, après avoir passé 27 ans en prison, effectuait son premier voyage à l'extérieur de l'Afrique du Sud. Je tiens à rapporter au Parlement les propos échangés à l'occasion de notre rencontre ainsi qu'à rendre compte de ma brève visite en Namibie, le Canada ayant joué un rôle crucial dans la lutte pour son indépendance.

C'est à Lusaka (Zambie) que se trouve le quartier général du Congrès national africain en exil. M. Mandela venait y rencontrer les membres de la direction nationale, dont certains pour la première fois. Il souhaitait également rencontrer les représentants des pays et des organisations qui ont joué un rôle de premier plan dans la lutte contre l'apartheid. Le premier Ministre, dont je suis le représentant, comptait parmi les premiers invités à Lusaka. C'est là un signe du respect qu'inspire le Canada aux chefs de file de la lutte contre l'apartheid et un hommage à la détermination des membres du Parlement et des Canadiens en général. D'où l'obligation pour les Canadiens de continuer à jouer un rôle de leader dans la nouvelle conjoncture. Même si l'avenir s'annonce meilleur, la tâche sera plus ardue qu'elle ne l'a jamais été.

La Chambre est au fait des changements survenus en Afrique du Sud ces derniers mois:

- la déclaration historique de Harare du Congrès national africain, par lequel il acceptait le principe de la négociation d'un changement non-violent en Afrique du Sud;
- l'élection de F. W. de Klerk à la présidence de l'Afrique du Sud, un homme qui semble résolu à apporter des changements véritables dans son pays;
- la levée de l'interdiction qui frappait le Congrès national africain;
- la libération triomphale de Nelson Mandela le 11 février.

Tout est maintenant en place pour amener l'Afrique du Sud à instaurer un régime véritablement démocratique et non ségrégationniste. Mais, il reste encore beaucoup à faire. L'état d'urgence est encore en vigueur. Les prisonniers politiques n'ont pas été libérés. Les piliers de l'apartheid demeurent. Comme Kenneth Kaunda l'a dit à Lusaka, M. Mandela est maintenant libre, mais libre de vivre dans un régime fondé sur l'apartheid.

Mon avis, il est important que les Canadiens comprennent l'esprit dans lequel Nelson Mandela envisage les événements survenus en Afrique du Sud. Il a mentionné sa rencontre avec le Président de Klerk et les ministres de la Justice et des Affaires constitutionnelles et a déclaré que ce sont de véritables réformistes qui veulent établir un nouveau contrat social. Cependant, ils ne sont que trois face à un parti qui est responsable de l'instauration et du maintien de l'apartheid, un régime fondé sur la répression. Il faut les appuyer, mais ni lui ni le monde entier ne doivent oublier l'histoire du Parti National ou les forces réactionnaires latentes.